ELECTIONS LEGISLATIVES DU 14 JUIN 1981 — DEPARTEMENT DE LA GIRONDE



3e CIRCONSCRIPTION

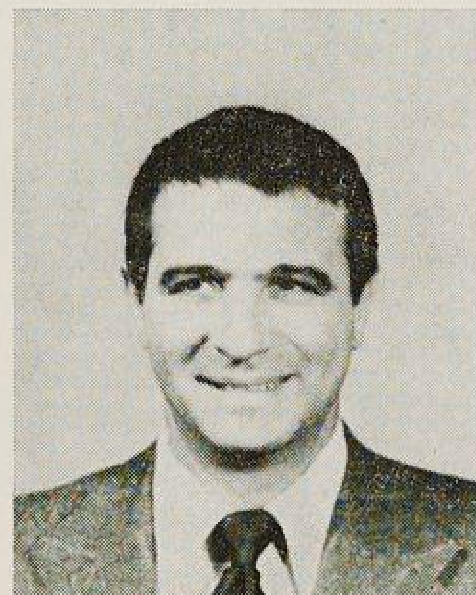
candidat Social-Démocrate

ANDRÉ DEMARQC

56 ans - Combattant volontaire 1939-1945

ÉDITEUR - ARTISAN

Président du Groupe Aquitain d'Action Economique



SUPPLÉANT

Jean-Paul FABRE

Officier de Réserve - Ancien combattant d A.F.N.

Commerçant

POUR LE CHANGEMENT ?

Nous serons présents
comme nous l'avons été dans l'opposition
depuis vingt-deux ans

Monsieur François Mitterrand, nouveau président de la République n'est plus le candidat du Parti Socialiste, il est et se veut être, selon ses propres paroles, le président de tous les Français dont il attend le concours.

Dans un élan de solidarité nationale et rejetant les procès d'intention qui lui étaient faits avant même qu'il ait pris ses fonctions, nous répondons à son appel et voulons contribuer à la tâche délicate qu'il s'est assignée, de rassembler les énergies novatrices du pays, pour mener à bien le redressement national salutaire.

Depuis 1959, nous sommes dans l'opposition, **aujourd'hui le changement c'est aussi notre victoire. Nous avons acquis le droit de parole et entendons nous en servir.**

Le changement de politique que nous souhaitons doit se faire au bénéfice de l'intérêt général des Français.

Pour être efficace, le changement de président de la République doit s'accompagner d'une restructuration de l'Assemblée nationale, libérée de l'ancienne majorité et représentative de toutes les tendances politiques françaises.

Cette prise de position de notre part ne constitue pas pour autant un abandon de nos convictions auxquelles nous demeurons fidèles, et qui peut-être, diffèreront de celles qui composeront demain, la nouvelle majorité présidentielle.

C'est la raison pour laquelle je crois utile de me présenter à vos suffrages et de vous rappeler ci-après, un certain nombre de nos options et de nos objectifs que j'ai eu l'occasion de vous exposer lors des dernières élections législatives.

Nous voulons que le bien public passe avant les gros intérêts privés. Nous ne voulons pas étatiser les moyens de production mais socialiser les résultats. Nous refuserons de passer d'un capitalisme privé à un capitalisme d'Etat. Nous défendrons la propriété privée. Notre action aura pour objectif la stabilisation monétaire, l'indexation de l'épargne, le remplacement du mode de scrutin d'arrondissement par la représentation proportionnelle, un politique étrangère indépendante des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., tout en encourageant les échanges et les accords de coopération technique avec eux dans un but de coexistence et d'humanisation. Nous voulons une défense nationale moderne et efficace. Nous sommes partisans de la poursuite du programme d'énergie nucléaire, progressivement remplacé par la diversification des sources d'énergies nouvelles. La défense de la nature effective et non illusoire. Le maintien ou l'abolition de la peine de mort doit faire l'objet d'une consultation populaire par voie de référendum.

Pour l'Europe, nous préconisons l'union monétaire, l'harmonisation des législations sociales et fiscales ainsi que l'établissement d'une politique énergétique et industrielle commune.

Pour conjurer la débacle économique actuelle, consécutive à vingt-deux ans de gestion gaulliste, il nous paraît indispensable d'adopter des mesures d'urgence, dont l'efficacité devrait à bref délai, permettre le stoppage puis la régression du chômage, et la relance économique sans laquelle toute évolution sociale réelle est improbable.

Nous préconisons donc, en priorité, une simplification fiscale et la réduction massive des charges et impôts de toutes sortes qui accablent et détruisent nos entreprises, afin de permettre à notre production d'être concurrentielle sur les marchés intérieurs comme extérieurs.

Il faudrait également : planifier notre économie en fonction de nos moyens, de nos besoins et des possibilités d'écoulement; faire des économies dans la gestion administrative; éliminer les dépenses improductives de l'Etat; supprimer les dépenses superflues; établir une véritable politique de l'immigration. Voter des budgets équilibrant recettes et dépenses.

Et surtout, accorder aux représentants des classes laborieuses le droit qui leur est dû de participer aux délibérations gouvernementales, afin que les forces vives de la nation et le gouvernement fassent corps dans la bataille économique que nous devons livrer, pour assurer nos libertés et garantir à nos jeunes un avenir dans le progrès.

EVOLUTION ET JUSTICE SOCIALE

— La retraite à 60 ans ? D'accord et au plus vite à 100 % jusqu'à 4 000 F par mois.

— Les retraites fussent-elles celles des artisans, commerçants ou salariés, ne doivent être en aucun cas inférieures au S.M.I.C. Elles doivent être exemptées de charges et impôts au-dessous de 4 000 F. mensuels. Les retraités ont suffisamment payé, d'une manière ou d'une autre, le droit de vieillir à l'abri de l'aumône et dans le respect de la société.

— La cinquième semaine de congé ? Déjà en vigueur dans certains secteurs doit être généralisée.

— La semaine de 35 heures ? Attendons les propositions syndicales qui serviront de base aux discussions, mais accord de principe à condition qu'elle soit bénéfique à tous les salariés et que les femmes en bénéficient les premières.

— L'apprentissage : entièrement payé par l'Etat à 90 % du S.M.I.C. pendant toute sa durée.

PRODUIRE FRANÇAIS, ACHETER FRANÇAIS, VENDRE A L'ETRANGER, telle doit être notre devise.

Une production décuplée grâce à sa compétitivité retrouvée compensera largement par sa masse d'apport les allègement de prélèvements fiscaux.

De plus, les économies réalisées dans les administrations, sur les dépenses improductives, la politique de coopération et sur les charges de l'immigration vacante, nous donneront les moyens de concrétiser l'évolution des réformes sociales.

Electrices, Electeurs, bon nombre d'entre-vous m'avez acordé votre confiance en 1978, ce ne fut pas suffisant pour me permettre de défendre ces options. Néanmoins, depuis, le Parti communiste s'est élevé contre l'immigration excessive. Le gouvernement Barre a entrepris une politique de refoulement des immigrés, d'autres ont pris position contre taxe professionelle et taxe sur les plus-values. **C'est la preuve que dans ce que j'avançais alors, il y avait un « petit fond de vérité ».**

N'attendez pas plus longtemps pour m'accorder la confiance que je sollicite. **Si nous voulons gagner la bataille économique et promouvoir un avenir social réel, dans une véritable république, il faut s'en donner les moyens. PATRONS, ARTISANS, OUVRIERS et FONCTIONNAIRES, tous unis dans l'action !**

Je vous propose un élan vers l'espérance pour vous, pour les vôtres, pour la France.

IMPOSSIBLE N'EST PAS FRANÇAIS !

Merci de votre attention.

André DEMARQC

candidat Social-Démocrate
Président du Groupe Aquitain d'Action Economique

Vu : Les Candidats